



**FNEC-FP** **FEDERATION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT, DE LA CULTURE**  
**ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**  
**FORCE OUVRIERE**

**Section départementale de l'Eure**

## **Déclaration de la FNEC FP-FO au Comité social d'administration spécial de l'Eure du 30 juin 2023**

Madame la Directrice académique,  
Mesdames, messieurs les membres du CSA SD,

Malgré l'échec de sa proposition de conférence sociale, malgré le rejet ultra majoritaire de sa politique, en visite à Marseille, le Président Macron a multiplié les annonces tonitruantes sur l'Ecole : ouvrir les collèges en Education prioritaire de 8 heures à 18 heures grâce au « pacte », s'attaquer aux vacances scolaires et plus largement « au temps scolaire » dans le cadre de projets locaux. Il a par ailleurs défendu sa réforme de la voie professionnelle qui soumet les établissements aux besoins des entreprises locales.

C'est une surenchère de mesures provocatrices qui marque la volonté éperdue d'un Président sourd à la souffrance des personnels et isolé après 5 mois de mobilisation contre sa réforme des retraites de poursuivre son programme de destruction de l'école publique et de détourner les regards du chaos qui menace l'Education nationale.

Pendant ce temps, partout les personnels et les parents d'élèves se mobilisent pour exiger le rétablissement des milliers d'heures et de classes supprimées à la rentrée.

Les rectorats mettent en place des « job-dating » parce que les concours ne font pas le plein dans de nombreuses matières et de nombreuses académies.

Et les causes de cette situation sont connues : faiblesse des salaires, dégradation des conditions de travail aggravée par les multiples contre-réformes.

Comme l'hôpital, l'Education nationale manque de tout : d'enseignants, de personnels de santé scolaire, d'assistants sociaux, de personnels techniques, administratifs et de vie scolaire, de PsyEN, d'AESH...

Les millions de salariés, de jeunes et de retraités qui ont massivement fait grève lors des 14 journées nationales de mobilisation et le fait qu'à ce jour une écrasante majorité des citoyens refuse encore de prendre 2 ans ferme est un signal que le gouvernement a tort d'ignorer.

Dans ce contexte de mobilisations sociales, et alors que l'inflation impacte durement tous les salariés, le ministre de la Fonction publique concède une augmentation invisible et sans effet de 1,5% de la valeur du point d'indice et le ministre de l'Education nationale ne propose que quelques primes pour une partie des enseignants, et rien pour les autres ! Dans le même temps, en plus de la mise en place du SNU, le président Macron instaure une économie de guerre de 413 milliards pour la loi de programmation militaire qui impactera tous les autres budgets des différents ministères.

La FNEC FP-FO revendique une augmentation de 10% de la valeur du point d'indice tout de suite ! Avec la FGF-FO, la FNEC FP-FO revendique l'ouverture de négociations dans l'objectif d'obtenir l'augmentation de 27,5% de la valeur du point d'indice pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat cumulées depuis 2000 par rapport à l'inflation.

Partout dans les établissements et dans les écoles, les collègues demandent le retrait du pacte. Ils se mobilisent et prennent position collectivement pour refuser le pacte et pour l'augmentation des salaires sans contrepartie. Cette mesure qui est présentée comme une augmentation de salaire est bien comprise par les collègues. Ils refusent de travailler plus et de signer des contrats qui les obligeront à renoncer eux mêmes au statut qui les protège.

La FNEC FP FO de l'Eure demande l'abandon immédiat de ce projet de Pacte enseignant dans l'Eure comme ailleurs.

De même, partout les AED et les AESH refusent la création des ARE. Les AESH ne veulent pas travailler plus en faisant un autre métier. Ils veulent pouvoir être reconnus à leur juste valeur. La FNEC FP-FO soutient leur revendications : un temps plein pour 24h, la fin des PIALS et la création de leur statut comme agent titulaire de la

fonction publique d'état.

La FNEC FP-FO27 alerte sur la situation dans les ULIS où la majorité des élèves n'a pas de soin, ni de suivi médical. On demande donc aux personnels de pallier ce manque. La FNEC FP FO 27 refuse l'accélération de la fermeture des structures spécialisées et des postes qui y sont rattachés, le développement de dispositif d'« Autorégulation » qui prévoient l'inclusion d'enfants à troubles autistiques sans accompagnement en classe, ou encore, la multiplication des dispositifs externalisés qui sont autant de mesures destructrices que nous rejetons. L'école doit rester un lieu d'instruction et non devenir un lieu de soin.

La FNEC FP-FO déplore les propos tenus aux directeurs d'école le 31 mai par Mme la directrice académique les dissuadant de remplir les GEVASCO. Ce n'est pas en minimisant la situation que l'on peut la régler.

Avec la loi de transformation de la Fonction publique, PPCR, la loi Blanquer, le Grenelle de l'Éducation, les évaluations d'école, l'expérimentation Marseillaise, la loi Rilhac, le « Pacte », la réforme de la voie pro et maintenant avec des annonces sur la modification de l'amplitude de travail et la remise en cause des congés scolaires, le gouvernement s'attaque au Statut et au cadre national de l'École. La FNEC FP-FO rappelle son opposition à l'ensemble de ces mesures et revendique le retrait de toutes les contre-réformes et le maintien de notre statut de fonctionnaire d'Etat, seule garant d'une Education Nationale, à l'opposé de l'école territoriale voulue par le Président Macron.

Les 2000 suppressions de postes annoncent une rentrée 2023 catastrophique. La FNEC FP FO refuse une nouvelle rentrée catastrophique. Au terme de cette année scolaire, les problématiques se multiplient et l'épuisement des personnels n'est plus à démontrer. Les collègues ne veulent pas revivre une année comme celle-ci.

En ce qui concerne la carte scolaire de l'Eure dans le 1<sup>er</sup> degré, la FNEC FP FO rappelle son opposition à la fermeture des 84 postes décidée unilatéralement par la DSDEN. D'ailleurs, la FNEC FP FO rappelle son intervention lors du CSA SD du 2 février à propos de la compétence du CSA SD en matière d'ouverture et fermeture de poste avec l'obligation de voter les mesures décidées par la DSDEN. Le Ministère a confirmé l'analyse de la FNEC FP FO sur la compétence du CSA SD en matière de carte scolaire. Nous demandons donc à revoir votre carte scolaire pour la rentrée prochaine.

D'ailleurs, c'est la première fois que nous assistons à une carte scolaire où les décisions sont prises en dehors des instances et sans informations auprès des collègues ou des organisations syndicales. En effet, nous avons appris la fusion d'écoles comme Broglie après la réunion du 2 février ou encore la fermeture de Landepéreuse le lendemain des opérations du mouvement, sans parler des petits arrangements avec les maires sur les fermetures d'école.

En ce qui concerne les postes de remplaçants créés, nous ne pouvons que nous satisfaire de leur réouverture suite aux 31 fermetures subies pendant le COVID. Toutefois, nous ne pouvons pas nous satisfaire totalement de cette décision car 13 postes seront alloués à la BD de formation continue qui sera utilisée dans le cadre des formations en constellations, devenue la priorité des remplacements. De même, nous continuons à revendiquer l'abandon de la gestion du remplacement par l'application Andjaro et le retour de la distinction des ZIL et des BD pour permettre à toutes et tous de pouvoir s'absenter sur des périodes courtes notamment. Nous demandons aussi que cesse la politique d'autorisation d'absence sans traitement et que cela soit proscrit comme nous l'avait rappelé le Secrétaire Général du Rectorat lors de l'audience du 3 février.

En ce qui concerne l'enseignement spécialisé, les postes dans les RASED manquent partout et notamment depuis le vol des postes de RASED il y a 3 ans.

L'inaccessibilité des postes vacants de maitres spécialisés à dominante pédagogique ou relationnelle pour les PE qui ne détiennent pas la formation est un leurre pour masquer la pénurie. Nous demandons que tous les PE puissent accéder aux postes spécialisés et à la formation de spécialisation associée. En ce qui concerne les PsyEN, c'est le serpent qui se mord la queue : les conditions de travail dégradées qu'ils subissent ne rendent pas leurs postes attractifs et la pénurie des personnels rend leurs conditions de travail encore plus pénibles. Nous refusons que cela serve de prétexte pour justifier qu'aucun poste ne soit créé. La FNEC FP FO revendique le recrutement des PsyEN à BAC+3, avec une formation et le passage d'un diplôme d'Etat, pour mettre fin aux difficultés de recrutement des PsyEN ainsi que la mise en place de RASED complets pour un secteur de 800 élèves.

Madame la Directrice Académique, la FNEC FP FO se félicite de l'ouverture de la liste complémentaire en Normandie pour 98 candidats suite aux annonces du Ministre. Toutefois, notre fédération demande le recrutement de tous les personnels inscrits sur listes complémentaires et la création des postes nécessaires pour les accueillir, le ré-abondement

des listes à hauteur des besoins et la mise en place de concours exceptionnels à BAC+3. Nous refusons que les listes complémentaires deviennent la réserve de recrutement des contractuels.

**En ce qui concerne la carte scolaire de l'Eure dans le second degré**, la FNEC FP FO renouvelle sa demande de création d'urgence des postes nécessaire et l'annulation de toutes les fermetures de classes et de postes. La baisse démographique annoncée n'est pas là. Les effectifs sont supérieurs à ceux qui ont servis de base à la préparation de la rentrée 2023 notamment en sixième. L'inspection académique a commencé à communiquer aux collèges les premiers ajustements or ils sont une nouvelle fois imposés avec une proportion d'HSA impossible à absorber par les équipes et impossibles à répartir dans les services. Il est demandé une nouvelle fois aux établissements de prendre sur leur marge qui a déjà été réduite pour créer les 7 ULIS prévues.

Si l'École est toujours debout, c'est bien grâce aux équipes sur le terrain qui sont obligés de pallier le manque de moyens mais combien de temps tiendront-elles dans ces conditions ?

La FNEC FP FO revendique l'annulation de toutes les suppressions de postes, le maintien de toutes les ouvertures et la création de tous les postes nécessaires, tant en milieu ordinaire qu'en milieu spécialisé.

---

#### **Vœux proposés par la FNEC FP FO 27 :**

- 1) Les organisations syndicales, réunies au CSA SD de l'Eure du vendredi 30 juin 2023, revendiquent l'abandon du Pacte qui constitue une attaque sans précédent contre le statut et aggrave les conditions de travail. Ils revendiquent des augmentations salariales par la hausse du point d'indice a minima à hauteur de l'inflation tout de suite et l'ouverture de négociations pour rattraper les pertes de pouvoir d'achat cumulées sur ces dernières années.
- 2) Le CSA SD de l'Eure, réuni le vendredi 30 juin 2023, demande à la Rectrice de l'Académie de Normandie de recruter tous les candidats au CRPE sur liste complémentaire et de les affecter sur tous les postes vacants.
- 3) Le CSA SD de l'Eure, réuni le vendredi 30 juin 2023, demande l'augmentation des moyens alloués au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>nd</sup> degré afin d'ouvrir tous les postes nécessaires en classe et de baisser les moyennes du nombre d'élèves par classe.